



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR ET CHER

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le

8 FEV. 2013

Unité territoriale de Loir-et-Cher

Société MINIER SA

Les Sapins de Varenne

41 100 NAVEIL

# Rapport de l'inspection des installations classées

Monsieur le Préfet de LOIR ET CHER

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

Par demande du 1 février 2010, modifiée le 17 novembre 2010, Monsieur ... agissant en qualité de président directeur général de la société MINIER SA, dont le siège social est situé au lieu dit « Les Sapins de Varenne » - 41100 NAVEIL, sollicite de Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher, l'autorisation d'exploiter une carrière de sables du cénomanien sur le territoire de la commune de SARGE SUR BRAYE, au lieu dit « Les Fourneaux ».

Les parcelles concernées par la demande sont cadastrées D318 et D812. Le périmètre global de la demande porte sur une surface totale de 5 ha 00 a 14 ca dont 4 ha 08 a 54 ca réellement exploitables.

A cet effet, un dossier complété, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 3 février puis le 19 novembre 2010 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 21 avril 2011.

## I. OBJET DE LA DEMANDE

### 1.1 Nature et volume des activités

Les activités classables relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, au titre de la rubrique 2510.1 de la nomenclature des installations classées. L'ensemble des rubriques concernées par le projet est présenté dans le tableau ci après.

Rubrique	Alinéa	Régime	TITRE de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Carrière de sables et graviers	70 000 tonnes/an au maximum 40 000 tonnes/an en moyenne

49 bis rue Laplace  
41000 BLOIS

Tél. : 02 54 74 98 80 - Fax : 02 54 74 08 09  
www.centre.developpement-durable.gouv.fr



## **1.2 Description de l'établissement et historique administratif**

La société MINIER SA est une entreprise de travaux publics implantée sur l'ensemble de la région Centre. Elle exploite également plusieurs centrales de fabrication de béton prêt à l'emploi et de béton préfabriqué.

La société MINIER SA créée en 1934, exploite actuellement une dizaine de carrières en région Centre et bénéficie de fait d'une bonne expérience dans ce domaine.

## **1.3 Présentation de la demande**

La demande porte sur l'exploitation d'une carrière implantée sur le territoire de la commune de Sargé sur Braye, au lieu dit « Les Fourneaux ».

Le périmètre de la demande d'autorisation couvre une superficie globale de 5 ha 00 à 14 ca dont 4 ha 08 à 54 ca réellement exploitables.

La demande est sollicitée pour une durée de 20 ans comprenant 4 phases quinquennales d'exploitation.

La capacité annuelle maximale d'extraction sollicitée est de 70 000 tonnes (40 000 tonnes en moyenne annuelle) et la profondeur maximale d'extraction de 25 mètres par rapport au terrain naturel.

La remise en état finale de la carrière consiste en un talutage avant revégétalisation.

La remise en état sera progressive à mesure de l'avancement de l'extraction des matériaux.

## **II. PROCEDURE D'INSTRUCTION**

### **II.1. Avis de l'autorité environnementale**

L'autorité environnementale a émis le 27 juil 2011 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. L'autorité environnementale a conclu que : « Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires de l'installation sur l'environnement pour l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés. Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet ».

### **II.2. Enquête publique**

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n° 2011-188-0002 du 7 juillet 2011. Elle s'est tenue en mairie de Sargé sur Braye du 30 août 2011 au 1er octobre 2011 inclus. L'affichage de l'enquête publique concernait les communes de Sargé sur Braye, Epulsay, Le Temple, Savigny sur Braye et Rahay (72).

#### **II.2.1 Registre d'enquête et annexe**

Au cours des 5 permanences du commissaire enquêteur 3 personnes sont venues déposer des observations sur le registre. Deux courriers dont une réponse du CDPNE à quelques interrogations soulevées lors des premières permanences et une lettre pétition regroupant 108 signatures ont également été déposés lors de cette enquête.

#### **II.2.2 Mémoire en réponse de l'exploitant**

Le commissaire enquêteur a notifié le 1er octobre 2011 à la société MINIER SA l'ensemble des observations émises par courrier ou sur le registre.

La société MINIER SA a produit un mémoire en réponse qu'elle a adressé le 4 octobre 2011 au commissaire enquêteur.

### **II.3. Avis du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve particulière sur la globalité du projet, en date du 15 octobre 2011.

### **II.4. Avis des conseils municipaux**

#### **II.4.1 Avis du conseil municipal de SARGE SUR BRAYE**

Le conseil municipal de la commune de SARGE SUR BRAYE a émis un avis favorable lors de sa séance du 20 septembre 2011 au projet d'ouverture de carrière tout en soulignant que les rotations de camions au sein du bourg sont inacceptables pour plusieurs raisons (nuisances sonores déjà importantes, difficultés de croisement de 2 camions dans le bourg, dégradation de la chaussée) et préconise également un itinéraire de remplacement.

#### **II.4.2 Avis du conseil municipal de SAVIGNY SUR BRAYE**

Le conseil municipal de la commune de SAVIGNY SUR BRAYE a émis un avis favorable lors de sa séance du 1er septembre 2011.

#### **II.4.3 Avis du conseil municipal de RAHAY (72)**

Le conseil municipal de RAHAY a émis un avis favorable lors de sa séance du 7 septembre 2011.

#### **II.4.4 Avis du conseil municipal d'EPUISAY**

Le conseil municipal d'EPUISAY a émis un avis favorable lors de sa séance du 2 septembre 2011.

#### **II.4.5 Avis du conseil municipal du TEMPLE**

Le conseil municipal de la commune du TEMPLE n'a pas émis d'avis.

### **II.5. Avis des services consultés**

#### **II.5.1 Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)**

Le SDIS a émis un avis favorable en date du 18 août 2011 assorti des 6 recommandations suivantes :

- Disposer à bord des engins de chantier, d'extincteurs appropriés aux risques à défendre. Ils seront maintenus en bon état de fonctionnement et vérifiés périodiquement.
- Établir des consignes précisant la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, qui seront diffusées à tous les membres du personnel et affichées à l'intérieur des véhicules.
- Prévoir un moyen de liaison permettant d'alerter les secours (tel 18 ou 112) dans les plus brefs délais. Les consignes citées ci-dessus devront être affichées à proximité des téléphones à postes fixes (pont-bascule et/ou bureau...).
- Interdire l'accès du site à toute personne étrangère à l'exploitation.
- Afficher de manière visible les interdictions de fumer à proximité de la zone de distribution des carburants et d'entretien des matériels.
- Appliquer toutes les autres dispositions prévues dans le dossier et non reprises dans cette étude.

Toutes les recommandations du SDIS ont été reprises dans la proposition d'arrêté jointe.

## II.5.2 Avis du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC)

Le SIDPC a émis un avis favorable en date du 19 août 2011 sous réserve de la mise en œuvre par l'établissement de l'ensemble des moyens de prévention et de protection envisagés.

## II.5.3 Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT)

La DDT a, le 11 août 2011 fait part de plusieurs observations. Les observations émises sont les suivantes :

- Natura 2000 : *Projet soumis à étude d'incidences au titre de Natura 2000. A noter toutefois que l'étude faune-flore fournie permet implicitement de conclure à l'absence d'incidence significative vis-à-vis des enjeux liés aux sites Natura 2000 les plus proches. Ainsi, l'évaluation des incidences pourrait se borner au rajout d'un paragraphe explicite sur cet aspect.*
- Maîtrise des pollutions de l'eau : *La commune de SARGE/BRAYE est classée par arrêté préfectoral en zone de répartition des eaux pour la nappe du Cénomaniens à partir de la côte NGF + 150,00m. Le projet se situe à une altitude allant de 130 à 152 mètres avec un fond de fouille à 120 m NGF et les piézomètres font apparaître la nappe à la côte de 111 m NGF. Les sondages indiquent des sables plus ou moins fins de 0 à 46 mètres de profondeur. Vu la présence de la nappe et la nature perméable du sol, le risque de pollution accidentelle avec les engins de chantier ou les camions de transport paraît important.*
- Prévention des risques : *Le trafic engendré par cette exploitation est relativement faible. Néanmoins, l'étude de danger ignore totalement le risque lié à la circulation routière générée par l'exploitant à l'extérieur du site.*

*Il faut rechercher dans l'étude d'impact pour voir que le trafic quotidien de pointe est de 10 camions par jour (§4.1.3). A noter que le §7.5 précise que les camions arriveront chargés de pierres et que le §4.1.3 annonce une arrivée à vide.*

*Je suis cependant dubitatif sur la valeur de 10 camions par jour. 70 000 tonnes par an en année de pointe sur 220 jours de travail donne un tonnage quotidien de 318 tonnes soit 13 camions. Or le dossier prévoit une activité discontinue ce qui devrait au moins doubler le nombre de camions en pointe soit 26 au lieu des 10 annoncés.*

*Les mesures de gestion de trafic sont mentionnées dans la zone proche de la carrière, en particulier pour éviter les croisements de poids lourds sur la RD56, mais il aurait été intéressant de traiter également la circulation de ces véhicules vers les lieux de destination des camions qui dépendent également du même groupe.*

## II.5.4 Avis de la DT de l'Agence Régionale de Santé (ARS)

La Délégation Territoriale de l'ARS a indiqué par un courrier en date du 10 août 2011 que l'étude du dossier appelait de sa part les remarques suivantes :

*« ..... Concernant le bruit, d'après le plan page 58, la localisation du point de mesure n°2 semble assez éloigné des habitations de « La Goule ».*

*Par ailleurs conformément à la norme NF S 31010 et compte tenu du bruit discontinu du trafic routier, « le lq ne constitue pas un indicateur suffisant pour l'appréciation des effets du bruit ». Le niveau sonore résiduel mesuré au point n°2 à 56,3 dB(A) paraît surestimé.*

*Ainsi il est à craindre que les émergences réglementaires ne soient pas respectées au droit du hameau de « La Goule » notamment en phase 1 de l'exploitation. Des mesures compensatoires doivent donc être prévues.*

*La localisation et les caractéristiques des merlons mis en place devront être précisées.*

*Aussi, sous réserve que cette remarque soit prise en considération, j'émetts un avis favorable à l'autorisation sollicitée ».*

## II.5.5 Avis du STAP

Le STAP de Loir-et-Cher a émis un avis favorable par courrier en date du 31 août 2011.

## II.5.6 Avis du Conseil Général de Loir-et-Cher

Suite à la pétition déposée lors de l'enquête publique par plusieurs habitants de Sargé sur Braye, l'exploitant a consulté le Conseil Général par courrier du 5 janvier 2012 afin de connaître son avis sur une modification de l'itinéraire emprunté par les camions. Par courrier du 10 février 2012, le Conseil Général a indiqué que le nouvel itinéraire proposé n'était pas satisfaisant ; de fait l'itinéraire initialement prévu dans le dossier de demande d'autorisation a été conservé.

## II.6. Réponses apportées par l'exploitant

### II.6.1 A la Direction Départementale des Territoires (DDT)

L'exploitant a transmis par courrier du 5 janvier 2012 des éléments de réponse aux remarques de la DDT :

#### • Natura 2000 :

« Le projet de carrière se situe à plus de 10 km des deux sites NATURA 2000 les plus proches qui sont : le site FR2400564 des coteaux calcaires riches en chiroptères des environs de Montoire sur le Loir et le site FR 5200648 du massif forestier de la commune de Vibraye, dans le département de la Sarthe.

Le site d'intérêt communautaire (SIC) Natura 2000 – Directive Habitats n°FR2400564 se situe sur les communes de Montoire-sur-le-Loir, Thoré-la-Rochette et Trôo (voir fiche descriptive jointe au présent courrier). Ce site, d'une superficie de 18 ha, se compose de 2 secteurs bien distincts :

- un ensemble de galeries souterraines essentiellement situées sur les communes de Trôo (grand développement souterrain) et Montoire-sur-le-Loir (simples caves en sous-sol),
- une pelouse calcicole représentative des formations des coteaux du Loir-et-Cher, située sur la commune de Thoré-la-Rochette,

Notre demande d'ouverture de carrière se situe en dehors du périmètre de la zone Natura 2000. Il n'y aura aucune incidence sur les fonctionnalités de ce site d'importance communautaire : aucune modification du fonctionnement hydraulique ou hydrogéologique, aucune pollution des eaux superficielles ou souterraines, aucune pollution de l'air et des sols, ...

Sur le plan faunistique, seul le réseau de galeries souterraines de Trôo a justifié la proposition du SIC. Cette partie du site Natura 2000 est distante de 16 km par rapport au projet. On ne retrouve pas ce type de milieu (galerie souterraine) sur la zone de l'activité projetée. La carrière n'aura donc pas d'impact sur un tel milieu (pas de détérioration de l'habitat).

Aucun chiroptère protégé n'a été recensé sur le site lors de l'inventaire faunistique. On peut en déduire qu'il n'utilise pas ce secteur pour l'accomplissement de tout ou partie de son cycle vital. Il n'y a donc de ce fait pas de perturbation d'espèces. De plus, l'activité du site s'effectue uniquement de jour et ne pourra donc être à l'origine de perturbation de ces espèces nocturnes.

Sur le plan floristique, la richesse élevée en orchidées (17 espèces recensées au total sur le site) confère au site de Thoré la Rochette son statut d'habitat prioritaire. 12 espèces végétales sont d'intérêt patrimonial (dont 8 sont des orchidées) ; certaines sont protégées au niveau régional mais aucune ne présente d'intérêt communautaire. Le document d'objectif de ce site propose, pour maintenir ce milieu, plusieurs actions qui se limitent au site et à ses abords proches.

Aucune pelouse calcaire ne se situe dans l'emprise du projet. L'exploitation de la carrière ne portera de ce fait pas atteinte au milieu préservé par le classement de la zone, ni aux espèces floristiques patrimoniales vivant sur celui-ci.

L'activité projetée n'est donc pas de nature à affecter de façon notable le site Natura 2000 existant sur les communes de Montoire-sur-le-Loir, Thoré-la-Rochette et Trôo.

Le site d'importance communautaire (SIC) Natura 2000 - Directive Habitats n°FR5200648 se situe sur la commune de Vibraye (72) (voir fiche descriptive jointe au présent courrier). Ce site, d'une superficie de 263 ha, se compose d'un ensemble forestier parcouru de vallons où se développent localement diverses forêts alluviales. Il représente un complexe intéressant d'habitats de zones humides entourés d'une chênaie acidiphile.

Notre demande d'ouverture de carrière se situe en dehors du périmètre de la zone Natura 2000. Il n'y aura aucune incidence sur les fonctionnalités de ce site d'importance communautaire : aucune modification du fonctionnement hydraulique ou hydrogéologique, aucune pollution des eaux superficielles ou souterraines, aucune pollution de l'air et des sols, ...

Sur le plan floristique, la présence de prairies à molinia sur sols calcaires, de dépressions sur substrats tourbeux, d'eaux stagnantes, de lacs eutrophes, de vieilles chênaies acidophiles, de forêts alluviales et de landes humides ont justifiés la proposition du SIC. Cette partie du site Natura 2000 est distante de 18 km par rapport au projet. On ne retrouve pas ce type de milieu (galerie souterraine) sur la zone de l'activité projetée. La carrière n'aura donc pas d'impact sur un tel milieu (pas de détérioration de l'habitat), ni d'atteinte au milieu préservé par le classement de la zone, ni aux espèces floristiques patrimoniales vivant sur celui-ci.

Aucune des espèces floristiques protégées par la zone Natura 2000 - Massif forestier de Vibraye n'a été recensé sur le site du projet. On peut en déduire qu'ils n'utilisent pas ce secteur pour l'accomplissement de tout ou partie de leur cycle vital. Il n'y a donc de ce fait pas de perturbation de ces espèces.

L'activité projetée n'est donc pas de nature à affecter de façon notable ces deux sites Natura 2000. Compte tenu de l'absence d'effet notable, l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 n'est pas nécessaire.

#### ● Maîtrise des pollutions de l'eau

Sur le site, seul un chargeur (ou une pelle hydraulique) sera présent en permanence :

- Lors des périodes d'inactivité, il sera stationné sur l'aire étanche permettant de récupérer tout écoulement dû à une rupture de tuyau ou à une fuite de réservoir ; il n'y aura donc pas de pollution des sols ;

- Lors de l'extraction, il sera en mouvement sur le gisement exploité. Compte tenu du volume des réservoirs et du mouvement de l'engin la pollution sur le gisement ne pourra être que diffuse sur une faible épaisseur.

Toute pollution de sol constatée fera l'objet d'une évacuation et d'un traitement par une entreprise spécialisée.

Les camions de transport effectueront des rotations et ne resteront sur place que le temps du chargement, ce qui représente une faible probabilité de fuite accidentelle sur le site.

Les engins et les camions de transport sont régulièrement entretenus à l'atelier de Naveil, selon un calendrier établi par les fournisseurs.

#### ● Prévention des risques

Une erreur a été faite lors du calcul du trafic moyen. Les trafics moyen et maximum sont calculés pour 260 jours de travail dans l'année et 27,5 tonnes de chargement par camion. Ils représentent donc respectivement 6 et 10 camions par jour.

Le trafic supplémentaire engendré par l'exploitation du site est très faible : l'augmentation de 6 camions par jour sur la RD56 représente 3% du trafic actuel (constitué de 200 véhicules dont 16 poids-lourds). L'étude de dangers néglige de le mentionner.

Les camions arrivant sur le site seront vides et repartiront avec les matériaux extraits. Le § 7.5, précisant que les camions arriveront chargés de pierre, omet de préciser que cet apport de pierre est limité dans le temps ; ces pierres serviront à l'aménagement de l'accès afin d'éviter les salissures sur la route.

Bien que l'activité soit discontinuée sur ce site, le trafic journalier ne dépassera jamais 10 camions.

Les matériaux de ce site ont 2 destinations prévues : la carrière de Naveil et celle de Saint-Jean-Froidmentel.

Pour se rendre à la carrière de Naveil, les camions emprunteront les routes suivantes : la RD56 (trafic de 0 à 500 véhicules/jour), la RD51 (trafic de 1001 à 2500 véhicules/j), la RD957 (trafic de 2501 à 5000 véhicules/j), le tronçon de la déviation de Vendôme, pour rejoindre la voie communale N°3. Cette dernière dessert exclusivement la carrière et les bureaux de l'entreprise MINIER.

Pour se rendre à la carrière de Saint-Jean-Froidmentel, les camions emprunteront les routes suivantes : la RD56 (trafic de 0 à 500 véhicules/jour), la RD51 (trafic de 1001 à 2500 véhicules/j), la RD357 (trafic de 2501 à 5000 véhicules/j), la N10 (trafic de + de 5001 véhicules/j), pour rejoindre une voirie locale à faible circulation. Celle-ci est aménagée pour la circulation des camions et n'a pas connu d'accident depuis l'ouverture de la carrière en 1996. »

## **II.6.2 A l'ARS**

L'exploitant a répondu à l'ARS par courrier du 5 janvier 2012 :

« La localisation du point de mesure n°2 est en effet un peu éloigné de l'habitation de « La Goule ». Cependant, le point de mesure se situe sur l'accotement de la RD 56 et plus près du site que l'habitation même : la simulation par calcul se place donc dans un cas plus défavorable.

Les niveaux sonores résiduels mesurés sont caractéristiques d'une certaine ambiance à un temps T et un jour J. La mesure a été réalisée sur l'accotement de la RD 56, ce qui explique l'impact important du trafic routier. Pour savoir si cette mesure est erronée, il faudrait refaire plusieurs mesures au même point. De même le calcul des niveaux sonores se base sur une estimation où la distance entre le projet et le point de mesure est plus petite qu'entre le projet et l'habitation, ce qui augmente le niveau sonore ambiant. Les émissions sonores sont théoriques et calculées sans tenir compte des obstacles existants (merlons existants et encaissement du site), c'est pourquoi des mesures en fonctionnement et à l'arrêt sont nécessaires dès l'ouverture de ce type de site.

S'il s'avérait, après l'ouverture du site et vérification par de nouvelles mesures, que l'émergence soit supérieure à la valeur réglementaire, le merlon existant longeant la RD 56 serait rehaussé et les plantations existantes densifiées. »

## **II.7. Avis de la DDT suite aux réponses de l'exploitant**

Par courriel en date du 27 février 2012 la DDT a indiqué que : « Dans son courrier du 5 janvier dernier, la SA Minier répond à nos attentes »

## **II.8. Avis de l'ARS suite aux réponses de l'exploitant**

Par courrier du 12 janvier 2012 l'ARS a indiqué : « Par courrier du 5 janvier 2012, la société Minier m'informe qu'elle s'engage à réaliser des mesures sonométriques en fonctionnement et à l'arrêt dès l'ouverture de ce site afin de vérifier l'absence d'impact sonore. En cas de dépassement des seuils réglementaires, le merlon existant longeant la RD56 serait rehaussé et les plantations existantes densifiées. Il convient que l'aménagement proposé soit également réalisé pour le merlon situé en limite Est du site d'exploitation, proche des habitations de « La Goule ». Sous réserve que les me-

*sures compensatoires proposées soient reprises dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation, j'émet un avis favorable à la demande. »*

### **III. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

Les enjeux principaux du projet portent sur les impacts liés au bruit et au trafic routier et aux rejets atmosphériques.

#### **III.1. Air**

Les principaux rejets atmosphériques liés à l'activité de la carrière sont les émissions de poussières dues à la manutention des matériaux et à la circulation des engins essentiellement en période sèche.

Il n'y a aucun traitement des matériaux sur le site ce qui limitera les émissions de poussières.

Par temps sec, seule la circulation des véhicules de transport pourra entraîner un faible envol de poussières. L'arrosage des pistes limitera cette dispersion.

#### **III.2. Bruit**

Une campagne de mesures a été réalisée le 11 août 2009 afin de déterminer les niveaux de bruit ambiant au niveau de la future zone d'exploitation mais également au niveau des habitations les plus proches. Les émergences ont été estimées en prenant pour modèle un site similaire exploité par la société MINIER SA.

Les modélisations théoriques montrent qu'en fonctionnement courant (extraction), l'émergence réglementaire de 5 dB(A) sera respectivement dépassée de 3,4 et 6,4 dB (A) en 2 points du Sud du site, mais que les mesures compensatoires mises en place permettront une atténuation de 14 dB (A) et donc un respect des émergences réglementaires.

Temporairement, la réalisation du merlon le long de la RD56, contribuera au dépassement de 5,9 dB(A) de l'émergence réglementaire en limite de propriété du tiers le plus proche au lieu dit « La Goule ».

Une mesure des niveaux sonores et de l'émergence devra être réalisée dans les 6 mois suivant l'ouverture de la carrière afin de vérifier les données estimées dans le dossier.

#### **III.3. Trafic routier**

Le trafic moyen généré par l'exploitation du site sera de 6 rotations. Ce trafic sera proche de 10 rotations par jour en phase de production maximale. Les camions arriveront sur le site depuis la RD 357 par la RD 921 et la RD 56, en passant par le bourg de Sargé sur Braye à vide. L'évacuation des matériaux se fera par la RD 151 via la RD 56, à destination des installations de traitement de matériaux de Navell et de Saint Jean Fréudentel.

Le trafic résultant de l'activité de la carrière ne représentera que 5 % au maximum du trafic de la RD 56 et à peine 1% de la RD 921.

#### **III.4. Impact paysager**

Le site du projet se situe dans une zone vallonnée du Perche située sur les rebords de la vallée de la Grenne. La zone environnante se compose de champs cultivés, petits hameaux et parcelles cultivées ou pâtures.

Le projet de carrière est situé en contrebas d'un talus et de ce fait sera peu visible depuis la RD56.

Cependant afin de masquer complètement le site un écran végétal composé d'espèces locales sera planté le long de la RD 56 et un écran devra également être mis en place afin de limiter l'impact visuel vis à vis du lieu-dit de « La Goule ».



### **III.5. Eaux superficielles et souterraines**

Le projet d'extraction n'atteindra jamais le niveau de la nappe, le fond de fouille se situant 9 m au dessus de celle-ci en période de niveau d'eau moyen.

L'exploitation de la carrière ne sera pas consommatrice d'eau.

Les stockages des produits potentiellement polluants (huiles, hydrocarbures, liquides de refroidissement, etc.) sont placés sur rétention. Les opérations d'approvisionnement des engins seront réalisées sur une aire étanche raccordée à un séparateur à hydrocarbures.

Une mesure de la qualité des eaux rejetées devra être réalisée à minima une fois par an.

### **III.6. Déchets**

Le fonctionnement de la carrière n'engendrera que très peu de déchets qui seront traités suivant des filières réglementaires.

### **III.7. Faune Flore**

Le projet ne se situe dans aucune zone de protection et aucune espèce végétale ou animale n'a été observée.

### **III.8. Vibrations**

L'extraction des matériaux s'effectuera à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'un chargeur, sans emploi d'explosif. Les vibrations émises ne pourront donc provenir de l'exploitation même du site.

Les seules vibrations émises par le site proviendront du trafic des camions. Ce dernier étant faible les vibrations seront proportionnées.

### **III.9. Effets sur la santé**

L'étude d'impact traite des effets sur la santé en concluant que malgré la présence de certains risques sanitaires (poussières minérales, émission de gaz de combustion, bruit) le pétitionnaire prend toutes les mesures nécessaires applicables pour y pallier conformément à la réglementation en vigueur.

### **III.10. Risques technologiques**

Les risques potentiels sont correctement identifiés dans le dossier. Sont ainsi pris en compte les risques internes, exogènes et présents dans l'environnement du projet.

Les risques internes retenus sont, d'une part ceux qui peuvent affecter la sécurité du personnel d'exploitation et, d'autre part, ceux pouvant conduire à une pollution accidentelle des sols. L'application du Règlement Général des Industries Extractives, la mise en place de rétentions adaptées pour les stockages d'hydrocarbures et de dispositions spécifiques pour le ravitaillement des engins permettent de prévenir efficacement ces deux risques.

L'environnement du projet ne conduit pas à identifier de risques significatifs.

### **III.11. Remise en état**

La remise en état consiste en un talutage suivi d'une révégétalisation conformément au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

### **III.12. Garanties financières**

Les garanties financières ont été calculées sur la base forfaitaire du montant de référence tel que défini par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009. Le pétitionnaire

a prévu l'exploitation du site et sa remise en état sur 4 phases regroupées en 4 périodes quinquennales.

Les montants à garantir sont les suivants :

Phase 1 : 37 433 €

Phase 2 : 40 953 €

Phase 3 : 47 988 €

Phase 4 : 45 085 €

#### **IV. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Le commissaire enquêteur et tous les conseils municipaux des communes concernées ont émis un avis favorable. Les chefs de services consultés au cours de la procédure ont également émis des avis favorables, parfois assortis de réserves que le pétitionnaire a levées par les réponses produites.

Aussi, compte tenu des avis favorables précités et des mesures prises ou prévues, du niveau de maîtrise des impacts et des dangers sur l'environnement et les tiers, le service instructeur émet également un avis favorable au projet.

#### **V. CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Compte tenu des résultats de la procédure, et eu égard aux avis finaux exprimés qui sont tous favorables au projet, les réserves exprimées ayant été levées, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société **MINIER SA** sur le territoire de la commune de Sargé sur Braye, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté joint.

L'inspection des installations classées propose que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, dans sa formation carrières, conformément à l'article R 512-25 du Code de l'environnement - Partie réglementaire.

L'inspecteur des installations classées pour la  
protection de l'environnement

Pour le Directeur  
Le chef de la deuxième subdivision de Loir-  
et-Cher

Copie : DREAL (SEIR)